

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 14–17 novembre 2011

RAPPORTS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 10 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2011/10-A/1
30 septembre 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 JUIN 2011 – BURUNDI 200164

Assistance aux réfugiés, rapatriés et populations vulnérables touchés par l'insécurité alimentaire

Nombre de bénéficiaires	547 000
Durée du projet	2 ans (janvier 2011–décembre 2012)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	37 734 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coûts des produits alimentaires pour le PAM	18 735 067
Coût total pour le PAM	37 090 794

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODN*: M. S. Samkange tél.: 066513-2262

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Nairobi (Afrique orientale et centrale)

RÉSUMÉ

1. Après plusieurs années de conflit, le Burundi a réussi sa transition vers l'instauration d'un gouvernement démocratique (des élections ont eu lieu en septembre 2005 et juin 2010) et fait d'importants progrès sur la voie de la stabilité. Toutefois, ce pays à faible revenu et à déficit vivrier, qui occupait le 166^{ème} rang sur 169 pays au classement établi dans le Rapport sur le développement humain de 2010 du Programme des Nations Unies pour le développement, continue de se heurter à de graves problèmes: les conditions de sécurité sont aléatoires, avec des taux de criminalité et de banditisme en hausse, et la pauvreté est généralisée, plus de 65 pour cent de la population vivant avec moins de 1 dollar É.-U. par personne et par jour. Pays sans littoral et pauvre en ressources, au secteur manufacturier sous-développé, le Burundi est vulnérable face aux chocs économiques et aux fluctuations des prix au niveau international. Il est aussi sujet aux catastrophes naturelles: inondations et épisodes de sécheresse sont chroniques. Une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité menée en 2008 a montré que 28 pour cent de la population étaient en situation d'insécurité alimentaire. Environ 70 pour cent des ménages se procurent la plupart des aliments dont ils ont besoin sur le marché. Les ménages vulnérables empruntent sur leurs cultures avant maturité et utilisent une grande partie de leurs récoltes pour rembourser leurs dettes. Les agriculteurs les plus vulnérables vendent leurs produits au moment de la récolte, alors que les prix sont bas, et achètent des vivres pendant la saison de soudure, alors que les prix sont élevés. Selon une enquête de 2007, les taux moyens nationaux d'émaciation et de retard de croissance étaient de 5,6 pour cent et de 46 pour cent respectivement. Une enquête nutritionnelle menée en décembre 2009 dans six provinces a relevé des taux encore plus élevés, le retard de croissance atteignant 65 pour cent à Muyinga et Kirundo. Les carences en micronutriments, en particulier en fer, en vitamine A et en iode, constituent un problème de santé publique.
2. La présente intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR 200164) contribuera au troisième domaine prioritaire ("mesures à prendre face aux situations d'urgence") défini dans le document de stratégie de pays établi par le PAM. Conformément aux stratégies du Gouvernement en matière d'alimentation et de nutrition et au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, l'intervention contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 3, 4 et 7. Son objectif global est d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations ciblées, et plus précisément de sauver des vies et de préserver l'état nutritionnel des réfugiés, des rapatriés et des personnes en situation d'insécurité alimentaire grave (Objectif stratégique 1), ainsi que de remettre sur pied les rapatriés et les communautés vulnérables qui accueillent des réfugiés ou des rapatriés et subissent des chocs successifs et de reconstituer leurs moyens de subsistance (Objectif stratégique 3).
3. L'intervention ciblera 547 000 bénéficiaires sur une période de deux ans. Au titre de la composante Secours, une ration alimentaire générale sera fournie aux réfugiés vivant dans des camps et une ration alimentaire pour six mois, faisant partie d'un ensemble de dispositions prévues dans le cadre des rapatriements, sera distribuée aux rapatriés burundais. Des distributions de vivres ciblées seront organisées au profit des populations vulnérables durant la saison de soudure pour réduire le recours à des stratégies de survie préjudiciables et favoriser le rétablissement des moyens de subsistance. Des activités Vivres contre travail et Vivres pour la formation seront menées pour lutter contre la dégradation de l'environnement, encourager la création d'avoirs et appuyer les moyens de subsistance, afin de faciliter la réintégration et de consolider la paix. L'intervention ciblera les zones marquées par une forte insécurité alimentaire et l'existence de mécanismes de survie très préjudiciables, des chocs climatiques successifs ou un grand nombre de rapatriés. Le ciblage sera participatif et communautaire.